



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

*Direction départementale  
des Territoires et de la Mer*

ARRETE n°18EB1450

levant les restrictions des usages de l'eau dans le département de la Charente-Maritime

**A AFFICHER  
DES RECEPTION**

LE PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles R 211-66 à R211-74, concernant les zones d'alertes, la limitation des usages et les mesures qui peuvent être prises sur les zones de répartition des eaux ;

**VU** le code civil ;

**VU** le code pénal ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 29 juin 2017 portant nomination du préfet de la Charente-Maritime, M. Fabrice Rigoulet-Roze ;

**VU** l'arrêté du 18 novembre 2015 du Préfet de Région Centre Val de Loire, Préfet Coordonnateur de bassin Loire-Bretagne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesure correspondant ;

**VU** l'arrêté du 1er décembre 2015 du Préfet de Région Midi-Pyrénées, Préfet Coordonnateur de bassin Adour-Garonne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesure correspondant ;

**Considérant** l'obligation de résorber le déficit entre la ressource et les prélèvements dans le cadre de la Directive Cadre Européenne sur l'eau ;

**Considérant** la nécessité de réglementer certains usages de l'eau pour limiter les effets liés à l'insuffisance de la ressource en eau dans le département ;

**Considérant** le niveau des nappes et les débits des rivières observés ;

**Considérant** que la pluviométrie constatée depuis le début de l'automne n'est pas suffisante pour recharger les nappes et les rivières ;

**Considérant** qu'une sollicitation importante de la ressource en eau serait de nature à fragiliser les milieux aquatiques et désirant en limiter les conséquences en mettant en place des actions préventives ;

**Considérant** que cette situation de pénurie nécessite, nonobstant la prise en compte de cas particuliers, l'interdiction immédiate des prélèvements hivernaux dans l'attente d'une amélioration de la situation ;

**Considérant** que les niveaux des indicateurs sur les bassins Antenne-Rouzille et Gères-Devise montrent une amélioration de la situation de ce bassin ;

**SUR proposition** du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

## ARRETE

### **Article 1 : LEVEE DE LA LIMITATION DES PRELEVEMENTS**

L'arrêté 18EB1443 du 5 décembre 2018 est abrogé à la date d'application du présent arrêté précisée à l'article 2 ci-dessus.

L'interdiction de prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des retenues d'eau à usage d'irrigation agricole régulièrement autorisés et de tous les plans d'eau, est levée sur les bassins **Antenne-Rouzille** et **Gères-Devise**.

### **Article 2 : APPLICATION**

Ces dispositions entrent en vigueur à compter de **la signature du présent arrêté**.

### **Article 3 : AUTRE REGLEMENTATION**

Les arrêtés n°16-1641 du 31 août 2016 de la SCEA CHABOISSEAU et n°08-09 DISE/DAAF du 19 mars 2008 de l'ASIRMS (Association Syndicale d'Irrigation de la Région Macqueville Siecq) mentionnant des seuils de gestion réglementant les conditions nécessaires pour le remplissage des réserves s'appliquent.

### **Article 4 : SANCTIONS**

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R 216-9 du Code de l'Environnement.

### **Article 5 : DROITS DES TIERS**

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédents ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

### **Article 6 : PUBLICITE ET RECOURS**

Le présent arrêté sera affiché dès réception dans les mairies concernées.

Il peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de la date de signature, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

**Article 7 : EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
Les Sous-Préfets de JONZAC, ROCHEFORT, SAINTES, ST-JEAN D'ANGELY,  
Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Charente-Maritime,  
Le Délégué Interservices de l'Eau et de la Nature,  
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,  
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,  
Les Maires des communes concernées,  
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairies.

La Rochelle, le **10 DEC. 2010**

Le PREFET,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

  
Pierre-Emmanuel PORTHERET

